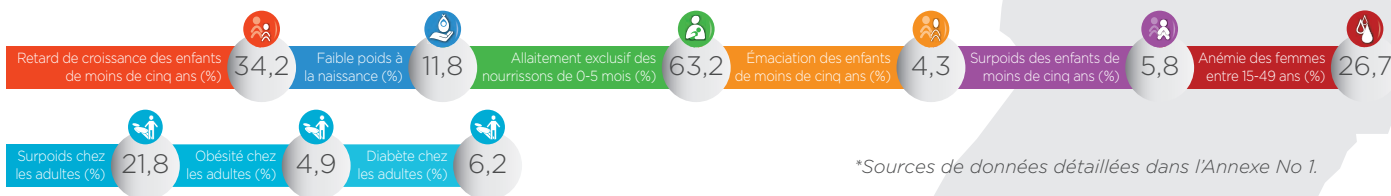




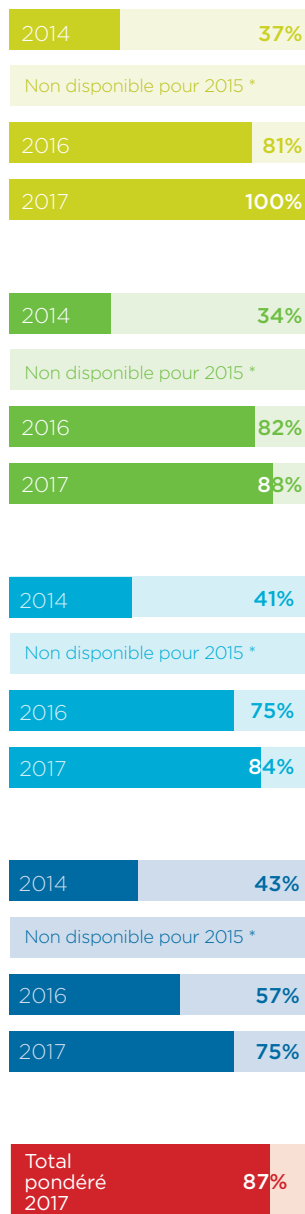
Date d'adhésion : mars 2011
Population : 40,14 millions

Ouganda



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plate-forme multisectorielle de l'Ouganda (MSP) se réunit régulièrement, convoquée par le bureau du Premier ministre. En 2017, des plans de travail annuels pour le Plan d'action nutritionnel de l'Ouganda (UNAP) 2011 ont été élaborés pour assurer une meilleure coordination. Un forum parlementaire sur la nutrition a été créé et orienté sur les programmes de nutrition, ce qui a débouché sur un débat parlementaire sur la

nutrition. Le nombre de membres du MSP a augmenté au niveau national et au niveau des districts, avec l'inclusion de l'industrie du commerce et les départements de l'eau au niveau des gouvernements locaux. Au niveau du district, il existe 10 plans d'action multisectoriels approuvés pour la nutrition, dont 45 sont encore à l'état d'ébauche. 10 districts ont également élaboré des plans de promotion de la nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'Examen stratégique de l'Objectif de développement durable (ODD) 2, entrepris par l'Autorité nationale de planification, s'est appuyé sur la participation du MSP. Cet examen a analysé la préparation du pays à atteindre l'objectif et a révélé la mesure dans laquelle les politiques, les cadres juridiques et les institutions traitent de la nutrition. Les lacunes et recommandations des interventions visant à atteindre l'ODD 2 ont été

identifiés. L'année 2017 a été axée sur la mise en place de capacités techniques et de ressources adéquates pour l'élaboration d'une politique de sécurité nutritionnelle multisectorielle. La mise en vigueur de la fortification alimentaire obligatoire et la réglementation existante sur le code de commercialisation des substituts du lait maternel ne sont pas pleinement opérationnelles.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan de nutrition multisectoriel est presque achevé, la plupart des parties prenantes ayant aligné leurs actions sur l'UNAP et le deuxième plan de développement national (NDP II). Le cadre de résultats commun opérationnel du pays est l'UNAP, car il énonce les rôles de toutes les parties prenantes, définit les objectifs à long terme,

le processus de mise en œuvre et le mécanisme de coordination. Les Ministères de la Santé, du Genre, du Travail et du Développement social, et de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Pêche ont des interventions conçues sur la base des politiques sectorielles de la stratégie de mise en œuvre du PDNI.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Des plans sectoriels chiffrés pour la mise en œuvre de l'UNAP sont en place, mais ils nécessitent une analyse plus poussée pour identifier les déficits de financement des interventions. Le ministre des Finances, entre autres, a été informé du financement de la nutrition par le budget et hors budget, mais les bailleurs de fonds et les partenaires de

développement suivent leurs dépenses de manière indépendante, sans partager leurs conclusions avec le MSP. Bien que le coût de l'UNAP soit chiffré, les sources de financement ne sont pas claires, ce qui rend plus important le processus de construction d'un mécanisme coordonné de financement pluriannuel.

PRIORITÉS 2017-2018

- Améliorer l'utilisation des données et des preuves pour la nutrition ;
- Élaborer une stratégie de mobilisation des ressources pour aborder la programmation, les lacunes de financement de la nutrition ;
- Renforcer le dialogue multisectoriel et multiacteurs.